



GUINÉE ÉQUATORIALE

Site officiel du Gouvernement de la
République de Guinée équatoriale

À la une Dernières nouvelles Actualités Présidence Gouvernement Afrique Économie

Nouvelles

Décret d'amnistie générale pour tous les condamnés pour des délits politiques

DÉCRET numéro 108/2018 du 4 juillet accordant l'amnistie générale en République de Guinée équatoriale pour tous les condamnés pour des délits politiques et ceux qui font l'objet d'une procédure judiciaire pour ces délits. Nous publions ci-joint le texte intégral du décret.

05/07/2018

DÉCRET numéro 108/2018 du 4 juillet accordant l'amnistie générale en République de Guinée équatoriale pour tous les condamnés pour des délits politiques et ceux qui font l'objet d'une procédure judiciaire pour ces délits.

Envoyé par : Clemente Ela Ondo Onguene (DGPWIGE)
Bureau d'information et de presse de Guinée équatoriale



Avertissement : Toute reproduction totale ou partielle de cet article ou des images qui l'accompagnent doit toujours être faite en mentionnant sa source (Bureau d'information et de presse de Guinée équatoriale).

Documents joints:



Nom du document #1: t5m3_Decreto.pdf

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE DE GUINEE EQUATORIALE

DÉCRET N ° 108/2018, du 4 juillet, accordant l'amnistie générale en République de Guinée équatoriale à tous les condamnés pour crimes politiques et ceux qui étaient en procès pour les mêmes crimes.

Il constitue l'objet fondamental de mon gouvernement, depuis les changements historiques opérés dans le pays en 1979, la transformation progressive de la République de Guinée équatoriale en un État de droit, où les libertés individuelles et collectives trouvent une réponse positive dans l'application concrète du Pacte. Internationale des droits politiques, économiques, sociaux et culturels, ainsi que de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Le Gouvernement a signé et ratifié les instruments internationaux susmentionnés ainsi que d'autres instruments analogues qui promeuvent et protègent les droits fondamentaux des citoyens en République de Guinée équatoriale.

Considérant les dispositions de la loi fondamentale de la Guinée équatoriale en ce qui concerne les droits du citoyen, énoncées à son article 13, qui doivent être exercées sans autres limitations, à l'exception de celles déterminées par la loi.

Considérant que les droits et libertés reconnus par la loi fondamentale de la Guinée équatoriale, l'ordre juridique national en vigueur et les instruments internationaux invoqués sont indispensables au plein développement des citoyens à tous les niveaux de la vie sociopolitique du pays.

Considérant qu'Amnesty, au sens le plus large du terme, implique la notion de pardon total et l'oubli des responsabilités et des fautes encourues par les personnes ou dont les avantages leur sont appliqués constitue une pratique légale utilisée par mon gouvernement pour promouvoir la réconciliation nationale, l'unité, la solidarité et la cohésion sociale, afin de parvenir à un consensus solide sur les intérêts nationaux; Par conséquent, tous les acteurs politiques de la Guinée équatoriale doivent renoncer à leurs ambitions personnelles pour garantir l'intérêt général de la nation, qui est de continuer à préserver la paix, la stabilité socio-politique et le bien-être de la nation.

Considérant, d'autre part, que la République de Guinée équatoriale célèbre le 12 octobre 2018 cinquante ans (50) de son accession à l'Indépendance totale du joug colonial, événement auquel tout le peuple doit participer activement pour extérioriser leur joie et leur débordement de joie pour l'environnement de paix, de stabilité, de développement et de bien-être. Cet environnement de satisfaction matérielle et morale du peuple doit être étendu à toutes les familles et foyers équato-guinéens, afin de permettre une large participation de tous les acteurs politiques au dialogue national qui se déroulera à Malabo du 16 au 21 du mois de juillet, entre le gouvernement et les partis politiques légalisés, les acteurs et les militants politiques de l'intérieur et de la diaspora, la société civile et les confessions religieuses, dans le cadre du pacte national contraignant, sans limitations imposées par une peine, une peine judiciaire ou un autre empêchement coercitif.

Ma volonté étant la préservation de ces droits pour une intégration physique et morale des citoyens et dans le but d'offrir plus de liberté, de sécurité et de garantie au prochain processus de dialogue national, convoquée par le décret n ° 102/2018 du 13 décembre Juin

Il est nécessaire d'accorder une amnistie totale à ceux qui, en dernier recours, ont été privés de liberté ou empêchés d'exercer leurs droits politiques dans le pays. En vertu des prérogatives qui me sont conférées par la loi fondamentale, à l'article 41, section I).

J'ai

Article premier: L'amnistie totale est accordée à tous les citoyens condamnés par les tribunaux de justice de Guinée équatoriale pour avoir commis des crimes politiques dans l'exercice de leurs activités, qu'ils aient ou non purgé les peines correspondantes et à ceux qui étaient en instance d'initiation. Dossier qui constitue un obstacle à l'exercice d'activités politiques.

Deuxième article: Les ministères de la justice, des cultes et des institutions pénitentiaires, de la défense nationale, de la sécurité nationale et nationale et des corporations locales, chacun dans son domaine de compétence, sont habilités à assurer la mise en œuvre exacte du présent décret.

DISPOSITION FINALE

Ce décret entrera en vigueur le jour même de sa signature et de sa publication dans les médias d'information nationaux.

C'est ce dont je dispose par le présent décret, pris à Malabo, quatre jours à compter du mois de juillet deux mille dix-huit.

**POUR UNE MEILLEURE GUINÉE
OBIANG NGUEMA MBASOGO
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE.**



Noticias

Decreto de Amnistía General a todos los penados por delitos políticos

DECRETO Núm.108/2018, de fecha 4 de julio, por el que se concede la Amnistía General en la República de Guinea Ecuatorial a todos los penados por delitos políticos y los que se encontrasen en un proceso judicial por los mismos delitos. Adjuntamos el texto completo del decreto.

05/07/2018

DECRETO Núm.108/2018, de fecha 4 de julio, por el que se concede la Amnistía General en la República de Guinea Ecuatorial a todos los penados por delitos políticos y los que se encontrasen en un proceso judicial por los mismos delitos.

Envío: Clemente Ela Ondo Onguene (DPGWIGE)

Oficina de Información y Prensa de Guinea Ecuatorial



Aviso: La reproducción total o parcial de este artículo o de las imágenes que lo acompañen debe hacerse, siempre y en todo lugar, con la mención de la fuente de origen de la misma (Oficina de Información y Prensa de Guinea Ecuatorial).

Documentos adjuntos:



Nombre del documento #1: t5m3_Decreto.pdf

REPÚBLICA DE GUINEA ECUATORIAL
PRESIDENCIA

DECRETO Num.108/2018, de fecha 4 de julio, por el que se concede la Amnistía General en la República de Guinea Ecuatorial a todos los penados por delitos políticos y los que se encontrasen en un proceso judicial por los mismos delitos.

Constituye el Objeto Fundamental de Mi Gobierno, desde los cambios históricos operados en el País en 1.979, la transformación progresiva de la República de Guinea Ecuatorial en un Estado de Derecho, donde las libertades individuales y colectivas encuentran su respuesta positiva en la aplicación práctica del Pacto Internacional de los Derechos Políticos, Económicos, Sociales y Culturales, así como de la Declaración Universal de los Derechos del Hombre.

Habiendo suscrito y ratificado el Gobierno los referidos instrumentos internacionales y otras de carácter análogo que promueven y protegen los derechos humanos del Ciudadano en la República de Guinea Ecuatorial.

Considerando las previsiones de la Ley Fundamental de Guinea Ecuatorial, en cuanto se refiere a los derechos del ciudadano, declarados en su Artículo 13, los cuales deben gozarse sin más limitaciones salvo las que determine la Ley.

Considerando que los derechos y libertades reconocidos por la Ley Fundamental de Guinea Ecuatorial, el Ordenamiento Jurídico Nacional vigente y los invocados instrumentos internacionales son indispensables para el pleno desenvolvimiento de los ciudadanos en todos los niveles de la vida socio-política del País.

Considerando que la Amnistía, en su sentido más amplio, envuelve el concepto de un completo perdón y olvido de las responsabilidades y faltas en que incurrieron aquellos individuos o quienes se les apliquen sus beneficios ha venido constituyendo una práctica jurídica utilizada por Mi Gobierno, para promover la reconciliación nacional, la unidad, solidaridad y la cohesión social, en aras a alcanzar un consenso sólido sobre los intereses nacionales; por tanto todos los actores políticos de Guinea Ecuatorial deben deponer sus ambiciones personales para garantizar el interés general de la Nación, cual es seguir preservando la Paz, la Estabilidad Socio-Política y el Bienestar de la Nación.

Considerando, por otra parte, que la República de Guinea Ecuatorial cumple el 12 de Octubre de 2018 cincuenta años (50) de su acceso a la Independencia Total del yugo colonial, acontecimiento que todo el Pueblo debe participar activamente para exteriorizar su gozo y alegría desbordantes, por el ambiente de paz, estabilidad, desarrollo y bienestar. Este ambiente de satisfacción material y moral del Pueblo debe extenderse a todas las familias y hogares ecuatoguineanos, para permitir una amplia participación de todos los actores políticos en el Diálogo Nacional que tendrá lugar en Malabo, del 16 al 21 del presente mes de Julio, entre el Gobierno y los Partidos Políticos legalizados, Actores y Activistas Políticos del Interior y de la Diáspora, Sociedad Civil y Confesiones Religiosas, en el Marco del Pacto Nacional Vinculante, sin limitaciones impuestas por una pena o sentencia judicial ni otro impedimento coactivo.

Siendo Mi voluntad la preservación de estos derechos para una integración física y moral de los ciudadanos, y con el propósito de ofrecer mayor libertad, seguridad y garantía al próximo proceso de Diálogo Nacional, convocado mediante Decreto N° 102/2018, de fecha 13 de Junio,

se hace necesario otorgar una Amnistía Total a quienes por sentencia firme estuviesen privados de libertad o impedidos de ejercer sus derechos políticos en el País.

En su virtud, y en uso de la prerrogativas que Me confiere la Ley Fundamental, en su Artículo 41, Inciso I).

DISPONGO

Artículo Primero: Se otorga la Amnistía Total a todos los ciudadanos condenados por los tribunales de justicia de Guinea Ecuatorial, por delitos políticos en el ejercicio de sus actividades, estén o no cumpliendo las penas correspondientes, y a quienes estuviesen en curso en un proceso de incoación de expediente que constituyese un obstáculo para el ejercicio de las actividades políticas.

Artículo Segundo: Se faculta a los Ministerios de Justicia, Culto e Instituciones Penitenciarias, Defensa Nacional, Seguridad Nacional e Interior y Corporaciones Locales, cada uno en su esfera de competencias, velar por el exacto cumplimiento de este Decreto.

DISPOSICIÓN FINAL

El presente Decreto entrará en vigor el mismo día de su firma y publicación en los medios Informativos Nacionales.

Así lo dispongo por el presente Decreto, dado en la ciudad de Malabo, a cuatro días del mes de Julio del año dos mil dieciocho.

POR UNA GUINEA MEJOR

OBIANG NGUEMA MBASOGO

PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA.